

## Gaza: un rapport met en cause l'appareil sécuritaire palestinien



Par Hossam EZZEDINE  
AFP - Vendredi 27 juillet, 15h52

RAMALLAH (AFP) - L'appareil sécuritaire de l'Autorité palestinienne et ses chefs ont été sévèrement mis en cause dans un rapport d'enquête remis vendredi au président Mahmoud Abbas sur la chute de la bande de Gaza aux mains du Hamas le 15 juin.

Le rapport demande que de nombreux officiers soient traduits en justice et recommande des sanctions également contre des responsables politiques.

"Tous ceux qui ont failli seront sanctionnés et ceux qui ont fait montre de courage seront honorés", a déclaré M. Abbas après avoir reçu le rapport des mains du président de la commission d'enquête, le secrétaire général de la présidence palestinienne Tayeb Abdelrahim.

Le document de 200 pages recommande "le jugement devant des tribunaux militaires ou civils d'un grand nombre" d'officiers des services de sécurité, a indiqué lors d'une conférence de presse à Ramallah en Cisjordanie Nabil Amr, membre de la commission et conseiller de M. Abbas.

Il met aussi en cause "des personnalités politiques de premier plan qui ont failli à leur devoir", a-t-il ajouté, sans dévoiler de nom. "Ils occupaient des postes dont ils n'étaient pas dignes".

Ces responsables, issus du parti Fatah de M. Abbas, seront déférés devant les instances dirigeantes du parti "pour que les mesures appropriées soient prises à leur encontre".

Le rapport dresse aussi un sombre état des lieux des services de sécurité, fidèles au Fatah qui ont été mis en déroute par le Hamas après une semaine de violents combats qui ont fait plus de 115 morts et des centaines de blessés.

Le rapport épingle "un recrutement hasardeux" qui a permis au Hamas "d'infiltrer" ces services. "La structure de base de ces services était défectueuse et improvisée. Ils ont été infiltrés individuellement et collectivement surtout en raison du recrutement hasardeux", selon M. Amr.

"A cause de cette structure, on ne pouvait pas compter sur ces services en cas d'affrontement" avec le Hamas, a-t-il ajouté.

Le rapport critique aussi "l'absence d'un commandement sur le terrain" pour diriger les services de sécurité pendant les combats avec le Hamas.

"Les conclusions de la commission d'enquête jettent les bases pour bâtir un appareil sécuritaire moderne en évitant tout ce qui peut les transformer en seigneurie pour certains individus comme cela avait été le cas", a-t-il dit.

M. Amr a en outre affirmé que l'ex-homme fort du Fatah à Gaza, Mohammad Dahlane, qui a démissionné jeudi de ses fonctions de conseiller à la sécurité de l'Autorité palestinienne, "a été interrogé pendant plus de trois heures par la commission d'enquête".

"Il s'est montré coopératif et ne s'est pas dérobé à ses responsabilités étant donné qu'il était en charge du dossier" de Gaza, a ajouté M. Amr.

Depuis la chute de la bande de Gaza aux mains du Hamas, M. Abbas a limogé plusieurs hauts responsables sécuritaires, notamment le général Rachid Abou Chbak, directeur de la Sécurité intérieure.

Accusant le mouvement islamiste d'avoir mené un "putsch" à Gaza, M. Amr a appelé à la mise en place "d'une commission nationale pour demander des comptes au Hamas sur ce qu'il a fait à Gaza".

Réagissant à ce rapport, le Hamas a estimé par la voix de son porte-parole Sami Abou Zouhri qu'il "confirme que les services de sécurité et leurs chefs portent la responsabilité" pour les combats interpalestiniens. "Le Hamas estime que le président Abbas en porte aussi la responsabilité en sa qualité de commandant en chef de ces services", a-t-il ajouté dans un communiqué.

La commission d'enquête avait été créée le 23 juin, soit huit jours après la prise du pouvoir par les islamistes dans la bande de Gaza.